



**EXTRAIT**  
du registre des Délibérations du Conseil Municipal  
séance du 9 novembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**2021 - 193      DEVELOPPEMENT DURABLE**  
**MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING » POUR LE FINANCEMENT**  
**DES TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DANS LES ECOLES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 2 novembre 2021, s'est réuni le mardi 9 novembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PARTENT EN COURS DE SEANCE :

Madame Annie OGGERO-MAIRE  
(Prend part aux délibérations N°181 à N°191)  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL  
(Prend part aux délibérations N°181 à N°194)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE  
Monsieur Jean-Marc GARNIER  
Madame Magali CONESA

Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD  
Madame Annie OGGERO-MAIRE à Monsieur François ROUSTAN  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 septembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2021 - 188      REQUALIFICATION DE L'ÎLOT ROUSTAN  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

DU 9 NOVEMBRE 2021

**DEVELOPPEMENT DURABLE - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING » PERMETTANT  
LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DANS LES ECOLES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

L'étude technique, juridique et financière réalisée en partenariat avec la Banque des Territoires et l'ADEME, a fait ressortir avec précision la nature des travaux d'économies d'énergie à mettre en œuvre dans les écoles maternelles et élémentaires de la commune, incluant les exigences du développement durable. Pour financer ces travaux, la Banque des Territoires propose d'avoir recours au dispositif de l'Intracting et ainsi apporter 100 % du besoin de financement sous forme d'avances remboursables. L'investissement sera par la suite remboursé par les économies d'énergie réalisées.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	Dépenses	13 478 €

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu l'article L.111-10-3 du Code de la construction et de l'habitation prévoyant l'obligation de mise en œuvre d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments existant à usage tertiaire afin de parvenir à une réduction de la consommation d'énergie finale pour l'ensemble des bâtiments soumis à l'obligation d'au moins 40 % en 2030, 50 % en 2040 et 60 % en 2050 par rapport à 2010 et son décret d'application n° 2019-771 du 23 juillet 2019,

Vu la délibération n° 2019-180 du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2019 déclarant l'état d'urgence climatique,

Vu l'engagement de la ville de Grasse de gérer le patrimoine communal de manière éco-responsable en engageant une rénovation énergétique et environnementale des bâtiments communaux, défini dans la Stratégie Municipale de Développement Durable votée à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016,

Vu les moyens mis en place dans le cadre du Grand plan d'investissement de la France, sur la période 2017-2022, à hauteur de 3 Md€, destinés à la rénovation des bâtiments des collectivités territoriales, dont 0,5 Md€ d'investissement en fonds propres de la Caisse des dépôts, dans des Contrats de performance énergétique ou des dispositifs de financement innovant tel que l'« Intracting »,

Vu la délibération n° 2017-268 relative à la convention de cofinancement d'études avec la Banque des Territoires,

Considérant que la ville de Grasse a été désignée lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt sur la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités territoriales lancé par la Banque des Territoires fin 2016,

Considérant que la ville de Grasse, accompagnée d'un groupement d'experts, a réalisé une étude technique, juridique et financière permettant la structuration de son plan d'action sur la thématique de l'efficacité énergétique sur les 23 écoles de la commune,

Considérant que cette étude a mis en lumière que ce patrimoine nécessitait de nombreux travaux d'amélioration énergétique permettant de répondre à la fois à une logique de maîtrise des coûts de fonctionnement, mais aussi de satisfaire les attentes des usagers en matière de confort thermique,

Considérant que l'ensemble des 23 écoles sera concerné par un bouquet de travaux présentant un temps de retour sur investissement court, englobant l'amélioration des installations thermiques, l'isolation partielle des bâtiments, le remplacement de portes, la mise en place d'équipements hydro-économes, le relamping en LED, l'installation de régulation et le recours aux énergies renouvelables dont l'implantation de panneaux photovoltaïques et la production d'eau chaude sanitaire par ballon thermodynamique,

Considérant que ces travaux engendreront une économie d'énergie primaire de 3 285 kWhEP/m<sup>2</sup>.an (-14 %) soit une économie de 66 755 € TTC/an, représentant un temps de retour sur investissement de 10,5 ans (*sans prendre en compte l'évolution des prix de l'énergie*),

Considérant que ces travaux représentent un investissement lourd pour la Ville estimé à 766 317 € TTC,

Considérant que ce montant sera connu prochainement à la réception des offres en réponse à la consultation pour le marché global de performance énergétique,

Considérant que le titulaire du prochain marché global de performance énergétique réalisera les travaux demandés et sera garant des économies d'énergie, à défaut il prendra à sa charge tout dépassement,

Considérant que cet investissement peut faire l'objet d'un financement via le dispositif Intracting, soutenu par la Caisse des Dépôts,

Considérant que le principe de ce dispositif est simple, les économies réalisées sur le budget de fonctionnement sont « sanctuarisées » dans le budget et placées dans un fonds interne créé pour rembourser l'investissement,

Considérant que la Banque des Territoires joue le rôle de tiers de confiance et de tiers-financeur en apportant 100 % du besoin de financement sous forme d'avances remboursables,

Considérant que le dispositif « Intracting » concourt à organiser et à financer des actions de performances énergétiques tout en incluant un volet méthodologique apportant à cette démarche une réelle approche transversale, novatrice et mobilisatrice autour de l'enjeu de la transition énergétique,

Considérant la proposition de la Banque des Territoires, partenaire depuis de nombreuses années de la ville de Grasse, à savoir :

- Un accompagnement de la collectivité favorisant une conduite du changement,
- Un abondement de 100 % du financement à la réalisation des travaux et un remboursement sur 13 ans,
- Une révision du plan de financement si les économies ne sont pas au rendez-vous,
- Une rémunération des fonds propres de la Banque des Territoires à un taux d'intérêt de 0,25%.

Considérant que les économies qui seront réalisées permettront, dans un second temps, de préparer des rénovations plus lourdes des bâtiments,

Considérant enfin qu'au-delà de l'enjeu et de l'obligation de réduction de la consommation énergétique de ces bâtiments, la rénovation des bâtiments scolaires comporte aussi un enjeu d'éducation aux économies d'énergie

et permet de répondre à la nécessité de renforcer le travail d'éducation et de sensibilisation aux usages et comportements vertueux.

La commission Equipement et Aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 octobre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la mise en place du dispositif « Intracting » pour financer les travaux de rénovation énergétique des écoles maternelles et élémentaires de Grasse,
- **APPROUVER** les termes de la Convention « Intracting » jointe à la présente pour permettre la mise en œuvre de la rénovation énergétique des écoles maternelles et élémentaires de Grasse,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite Convention mais également l'ensemble des documents nécessaires à la mise en place de ce dispositif.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **10 NOV. 2021**  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,

